

Message de fin d'année et Vœux de Nouvel An **P. 3**

FAURE GNASSINGBE OPTÉ POUR LE PLUS LARGE CONSENSUS SUR LES REFORMES ET L'AVENIR DU TOGO



TOGOREVUE



TR 173 du 06 Janv. 2015

Prix: 250 FCFA / Etranger 1€

Le pari d'une actualité qui réveille

Marche impopulaire de CAP 2015 et des ODDH hier

FATIGUÉS, LES RARES MILITANTS ET SYMPATHISANTS « MARCHEURS » N'ONT PAS REPONDU A L'APPEL...UN FIASCO TOTAL DÉGUISÉ EN REPORT **P 2**

De la politique à l'escroquerie en transitant par le gaspillage **P 2**

CAP 2015 ET LES ODDH FRANCHISSENT LE PAS EN DEMANDANT 12 MILLIONS A LEURS MILITANTS POUR ORGANISER DES MARCHES



Journée de Prière, de Réflexion et de Partage à Lomé :

LA NJSPF SE MOBILISE POUR ASSURER UNE VICTOIRE PLUS CONFORTABLE DE FAURE EN 2015

- Réformes/Blocage des discussions au Parlement :
LA COUR CONSTITUTIONNELLE DONNE RAISON A LA MAJORITE ET RENVOIE LES DEPUTES A LA "COMMISSION DES LOIS CONSTITUTIONNELLES..." **P 3**
- Performance d'une Diplomatie nouvelle et active
STEVE BODJONA COLLECTE 200 MILLIONS DE F CFA DE DONS AU JAPON POUR DES REMISES AU TOGO **P 7**
- Maintien de la relance économique, accroissement des dépenses de personnels et d'investissement **P 6**
LE BUDGET 2015 EQUILIBRE A 806.193.192.000 FCFA
- Soutien aux enfants vulnérables en période des fêtes
LA MINISTRE EKOUE DEDE EFFECTUE UNE TOURNEE A LOME LE JOUR DE NOËL **P 6**



Commémoration et Souvenir LES 10 ANS DE DISPARITION DE PAPA AMOUZOU JEAN KADJA CÉLÉBRÉS DANS LE RECUEILLEMENT ET LA REJOUISSANCE **P 8**

Marche impopulaire de CAP 2015 et des ODDH hier FATIGUES, LES RARES MILITANTS ET SYMPATHISANTS « MARCHEURS » N'ONT PAS REPONDU A L'APPEL...UN FIASCO TOTAL DÉGUISE EN RÉPORT



Après cinq années dans les rues, à suivre sporadiquement certains leaders de l'opposition togolaise, qui ont fait des marches, leurs principales activité et source de revenus, les militants et sympathisants marcheurs de l'ANC, du FRAC, du CST et depuis peu de CAP 2015, sont visiblement fatigués. La preuve, hier lundi, 5 janvier, date officielle de la reprise des manifestations publiques pour le compte de l'année 2015, les manifestants étaient très peu nombreux, une poignée de badauds et d'activistes plus exactement qui n'ont rien de mieux à faire que de troubler la circulation au Rond Point de Bè Gakpoto.

Les militants et sympathisants eux ne sont pas sortis pour rejoindre les lieux de ralliement annoncés. Ayant reçu les échos de la démobilisation et du refus de la démobilisation et du refus de la démobilisation de descendre dans les rues de Lomé, les leaders

de CAP 2015 et des ODDH affiliés, eux mêmes, n'ont plus daigné sortir, ils ont préféré la petite honte en annonçant le report de la manifestation pour donner une chance aux discussions en cours à l'assemblée nationale. Un lamentable échec pour ceux qui, comme Jean Pierre Fabre et Ajavon Zeus, disaient vouloir mettre la pression en début d'année pour obtenir les réformes.

Après le discours de fin d'année du Président Faure GNASSINGBE, l'on s'attendait à une accalmie propice à l'accélération du processus de réformes à l'assemblée nationale ou avec la mise en place prochaine de la commission de réflexion sur les réformes, mais c'était sans compter avec une opposition qui a fait des manifestations publiques un véritablement fonds de commerce. Pas très bavards sur les vraies raisons de ce fiasco déguisé

en report, situation qui augure déjà d'une année qui s'annonce très difficile pour les « marcheurs de la république », des leaders de CAP 2015 parlent de la fatigue de leurs militants après les fêtes. D'autres qui reconnaissent avoir trop demandé à leurs militants qui se remettent difficilement de la fatigue de la fête, ont préféré évoquer des questions d'organisations liées essentiellement à la mobilisation des fonds sur le plan national et dans la diaspora pour financer les marches prévues sur toute l'étendue du territoire en ce début d'année.

Au-delà des raisons jusqu'ici, pas totalement cernées, le constat est là, les appels à manifester ont fatigué les togolais, y compris les militants les plus aveuglés et les plus endoctrinés. Les militants de cette opposition qui marche, ont progressivement passé le message de lassitude en désertant les rues au point où les rassemblements à Kodjindji, Gakpoto, Deckon, Akassimé et à la plage de Lomé, sont devenus de ridicules manifestations sans effet. Et ceux qui avaient attiré l'attention des leaders de l'ANC et du CST sur la banalisation qu'ils faisaient de la force des manifestations publiques, ont vite eu raison. La rue a totalement montré ses limites, même l'espoir suscité par la situation burkinabè, n'a pas changé le visage de la démobilisation de la rue surtout qu'en face le pouvoir n'a pas hésité à montrer sa grande capacité de mobilisation populaire dans ces mêmes rues. Le début d'année 2015 ne semble donc peu propice aux marches sans enjeux ni intérêt.

Germain POULI

De la politique à l'escroquerie en transitant par le gaspillage CAP 2015 ET LES ODDH FRANCHISSENT LE PAS EN DEMANDANT 12 MILLIONS A LEURS MILITANTS POUR ORGANISER DES MARCHES



Au Togo, le ridicule ne tue pas et les donneurs de leçons n'ont plus honte de faire exactement et même pire que ceux à qui ils reprochent de ne pas rendre des comptes et de gérer de manière opaque les ressources qui leur sont confiées.

Au moment où CAP 2015 et les ODDH annoncent fausement et sans grande conviction d'ailleurs, qu'ils s'apprêtent à ébranler le pouvoir avec une série de manifestations publiques à travers le pays, un appel a été lancé pour la mobilisation des fonds en vue de l'organisation réussie de ces manifestations. Pour une fois au moins, les organisateurs de marches intempestives depuis cinq ans reconnaissent qu'ils injectent des millions dans ces manifestations inutiles et ont avancé des chiffres, même si ces chiffres sont revus à la baisse, il s'agit bien de mobiliser auprès des « pauvres togolais » comme eux même les décrivent, la bagatelle de 12 millions de francs CFA. Et pourquoi faire ? Pour les déverser dans la rue sous forme de manifestation publique. Et de surcroît avec le résultat qu'on connaît déjà depuis cinq. Jean Pierre Fabre, Ajavon Zeus et Claude Améganvi qui sont les principaux initiateurs de cet appel à la mobilisation de fonds ne se sont même pas gênés pour rendre compte des précédents appels de fonds qui ont permis à Fabre de récolter de l'argent auprès de la diaspora lors de ses incessants voyages. Des indiscretions disent d'ailleurs que ces fonds mobilisés auprès des togolais de la diaspora, qui naïvement croient encore qu'une certaine opposition est encore capable de provoquer des soulèvements dans ce pays sans le soutien de l'armée, sont à la base de la discorde qui s'étale silencieusement mais activement au sein du directoire du parti ANC. Il est reproché à Jean Pierre Fabre de ne jamais rendre fidèlement compte des recettes mobilisées pour soutenir les manifestations publiques au Togo. Les bruits de détournement et d'escroquerie qui ont circulé ont refroidi les militants de la diaspora qui exigent de plus en plus de la transparence dans la collecte et la gestion de ces fonds. Et c'est précisément cette exigence qui explique, que pour une fois un chiffre est annoncé publiquement avec cette autre précision que tous ceux qui auraient contribué à travers un virement bancaire sur les deux comptes ouverts à cet effet, doivent également envoyer un message (SMS) pour plus de traçabilité.

Toutes ces mesures ne semblent pas donner confiance à une bonne partie des militants et sympathisants de Fabre et compagnie, qui ne croient plus à l'efficacité des manifestations publiques et qui pensent que les 12 millions pourraient servir à autre chose. Face à cette réticence, les membres de la cellule de communication de l'ANC ont assiégé les réseaux sociaux pour convaincre, surtout la diaspora. On avance des arguments saugrenus du genre « 12 millions pour libérer le peuple, ce n'est pas cher payer ». Mais l'autre réalité qu'on ne dit pas c'est qu'il ne s'agit pas de 12 millions, mais de plusieurs fois 12 millions, investis dans des activités dont personne ne voit le bénéfice social et politique. Plus grave, depuis cinq ans que ces manifestations durent, il y a eu plusieurs contributions mais aucun compte fiable à ce jour, ce qui crée même des frustrations au sein de cette opposition qui a fait des manifestations publiques leurs principales sources de revenus, la plupart parmi les organisateurs de ces manifestations ayant déserté leurs cabinets d'avocat ou n'ayant tout simplement pas d'activités professionnelles connues. « Ils vivent de la politique comme ceux du pouvoir » ironise un leader de l'opposition qui condamne tout de même ces méthodes qu'il assimile à de l'escroquerie. Après le refus de gros contributeurs, des milliardaires en difficultés avec la justice sur des dossiers d'escroquerie internationale et d'atteinte à la sûreté de l'Etat, et la réticence des militants de la diaspora, les leaders de l'ANC, du CST qui ont changé de nom pour devenir CAP 2015, éprouvent de réelles difficultés pour organiser des marches. L'une des premières conséquences, c'est que les entrées de fonds n'ont pas permis de lancer la marche d'hier. Fatigués par des fêtes plutôt bien arrosées, les marcheurs professionnels auraient pu reprendre du service hier, si les moyens financiers avaient suivi. A part quelques centaines de mille de francs CFA mobilisées selon certaines sources, il apparaît évident que CAP 2015 aura du mal pour mobiliser totalement les 12 millions pour les marches prévues en ce début d'années à travers le pays. « Tant mieux ! dira l'autre, « ils en profiteront pour revenir sur terre et aller discuter le projet de réforme constitutionnelle en commission à l'assemblée nationale et le cas échéant, pourquoi pas contribuer au succès de la commission de réflexion mise en place par le Chef de l'Etat ». Selon des sources proches de l'ANC, cette somme sera mobilisée de toute façon. A suivre donc dans nos prochaines livraisons.

Patrick NIMA

Retrouvez votre journal et plus
d'info sur le site :
www.togoreveil.info

Récépissé N° 0353/24/09/08/HAAC du 24 septembre 2008

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Germain POULI

COMITÉ DE RÉDACTION

Didier ASSOGBA

Patrick NIMA

Pégy

Paul KATASSOLI

SERVICE COMMERCIAL ET PUBLICITÉ

Aïssata TOURE

SECRÉTARIAT

Carole AGHEY

Rose NYUIADZI

INFOGRAPHIE

AHIALE Raphaël

CARICATURE

DODZI

DISTRIBUTION ET ABONNEMENT

Tel: 22 36 18 56

ADRESSE

585, Avenue du Grand Séminaire

Hédzranawoé face Ets VINS

D'ITALIE

Tél. : 22 61 12 19 / 22 36 18 56

90 02 76 54

E-mail : togoreveil@togoreveil.info

TIRAGE

4000 Exemplaires

IMPRIMERIE

La Colombe

Journée de Prière, de Réflexion et de Partage à Lomé : LA NJSPF SE MOBILISE POUR ASSURER UNE VICTOIRE PLUS CONFORTABLE DE FAURE EN 2015



C'est pour dire merci à Dieu pour avoir conduit les militants pendant toute l'année 2014, remettre le Président de la République dans la main de Dieu pour la nouvelle année 2015 et en même temps réfléchir sur la stratégie à mener pour la victoire du candidat de UNIR, le Chef de l'Etat sortant Faure Essozimna GNASSINGBE, que la Nouvelle Jeunesse pour le Soutien au Président Faure (NJSPF), a organisé hier mardi au Centre Communautaire de Tokoin à Lomé, une journée de réflexion et de prière pour la victoire du Président Faure en 2015. Etaient présents les premiers responsables de l'association et plusieurs centaines de militants et sympathisants. Ces derniers ont profité de l'occasion pour adresser les vœux de la NJSPF au Président de la République, en cette période où le monde s'apprête à rentrer dans la nouvelle année. Comme ceux rêver par un enfant pour son père, les vœux la NJSPF sont relatifs à la bonne santé, au bonheur et à la prospérité. Dans leur prière ; les membres de la NJSPF ont demandé à Dieu de permettre

au Président Faure GNASSINGBE de poursuivre son œuvre au sommet de l'Etat pour offrir au peuple togolais, le bonheur aujourd'hui et l'espoir d'un lendemain plus prometteur. M.Noël DE-POUKN, Président National de la Nouvelle Jeunesse pour le Soutien au Président Faure (NJSPF) est revenu sur les enjeux électoraux prochains en ces termes : « La nouvelle année qui commence dans quelques heures sera marquée dans la vie démocratique et politique du pays par un scrutin présidentiel. La réussite du processus électoral appelle à la mobilisation et à la contribution de tous les citoyens togolais en général et des militantes et militants de la Nouvelle Jeunesse pour le Soutien au Président Faure que nous sommes en particulier ». Il a poursuivi en brossant un peu la situation politique du pays marquée dans une certaine classe politique par l'esprit de division, de l'exclusion et du chaos qui, esprit qui selon lui « s'est emparé soudainement de certains togolais véritables apôtres dont l'évangile n'est rien que l'Alternance. » Comme toute équipe qui ne peut aller à un match sans entraînement, le premier responsable de la NJSPF, a invité tout les militants à se mobiliser dans l'immédiat pour une victoire plus confortable en 2015. Plus de 500 kits alimentaires composés de riz, poulet, de macaroni, d'huile et de boisson ont été distribué à la fin de la cérémonie, aux centaines de militantes et militants pour leur permettre de bien fêter avec leur famille en cette fin d'année et de rentrer avec joie dans la nouvelles année 2015. Dans la composition de ces kits, la grande innovation a été les pâtes alimentaires « UNIR », véritables gadgets électoraux et aliments de préférence de bon nombre de togolais. Ces pâtes ont été un motif de grande satisfaction pour les militants et sympathisants du mouvement.

Réformes/Blocage des discussions au Parlement : LA COUR CONSTITUTIONNELLE DONNE RAISON A LA MAJORITE ET RENVOIE LES DEPUTES A LA "COMMISSION DES LOIS CONSTITUTIONNELLES..."



La proposition de loi portant modification de certaines dispositions de la constitution, introduite par des députés de l'opposition au Parlement passera nécessairement en commission avant son adoption en plénière. Telle est la décision de la Cour constitutionnelle, saisie par le président de l'Assemblée nationale suite au blocage constaté ces derniers jours sur une question de procédure. Les discussions étaient à nouveau bloquées au Parlement, la majorité (les députés du parti au pouvoir) et des députés de l'opposition notamment ceux de l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC, principal parti d'opposition), ayant trouvé un autre élément de discussions sur la procédure à adopter : le passage ou non du texte en commission avant son adoption en plénière, en raison de son caractère constitutionnel. Le règlement intérieur du Parlement et de la constitution étant muets sur le sujet, chaque partie l'interprète à sa manière. Pour ces députés de l'opposition, le texte passera directement en plénière. Niet, rétorquent, leurs collègues du parti au pouvoir. Ce qui a poussé le président de l'Assemblée nationale Dama Dramani à solliciter l'avis de la Cour constitutionnelle. L'avis sollicité par M.Dramani porte sur deux questions : (1) le président de l'Assemblée nationale voudrait savoir si oui ou non, la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale est compétente pour l'étude au fond de ladite proposition de loi. (2) Après avoir rappelé que tout projet ou proposition de loi déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale doit suivre la procédure indiquée par notre règlement, le président du Parlement a indiqué avoir constaté par un procès verbal, que les travaux de la commission se trouvent bloqués, faute de consensus et pose la question suivante à la Cour. Le président de l'Assemblée nationale voudrait savoir "si la recherche de consensus permet d'ignorer cette procédure, le but de la procédure étant de

favoriser un examen serein au sein de la commission avant tout débat en plénière". En réponse à la première question, la Cour a estimé que l'article 34-1 du règlement intérieur qui institue une commission des lois constitutionnelles de la législation et de l'administration générale "est seule compétente pour examiner la proposition de loi". "La Cour est d'avis que la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale est compétente pour l'examen au fond de la proposition de loi de révision de la constitution", souligne la décision de la Cour. S'agissant de la deuxième question, "l'absence de consensus ne doit pas porter sur la procédure d'examen de la proposition de loi, mais sur les modalités d'adoption de celle-ci", ont précisé les membres de la Cour. "Aucune réforme substantielle de la loi électorale ne doit intervenir dans les six mois précédant les élections, sans le consentement d'une large majorité des acteurs politiques. Le consensus qui est un assouplissement de la règle démocratique de la majorité démocratique n'a pas pour objet de bloquer la procédure normale d'adoption de la loi", a poursuivi la Cour, précisant que "le consensus exige des parties, des concessions pour obtenir un point commun acceptable aussi bien pour la majorité que pour la minorité". Rappelons que des partis de l'opposition parlementaire s'oppose à un troisième mandat du président Faure Gnassingbé (élu en 2005 et réélu en 2010) et tente de lui barrer la route. Un projet de loi déjà introduit par le gouvernement et limitant à dix ans au plus, le mandat présidentiel a été rejeté le 30 juin dernier par les députés du parti au pouvoir, majoritaire à l'Assemblée nationale. Les députés n'ont pu s'entendre sur l'application de la disposition limitant le mandat présidentiel. Pour l'opposition parlementaire, le texte prendra "effet immédiatement", une exigence qui n'est pas du goût des députés du parti au pouvoir qui ont simplement rejeté l'ensemble du texte.

(Source Savoirnews)

Message de fin d'année et Vœux de Nouvel An

FAURE GNASSINGBE OPTÉ POUR LE PLUS LARGE CONSENSUS SUR LES REFORMES ET L'AVENIR DU TOGO

Mise en place d'une Commission de Réflexion sur les Réformes

Poursuite des efforts contre l'exclusion financière

Accent particulier sur la réorganisation de l'Informel

Les Jeunes et les Agriculteurs comme cibles importantes

La garantie d'une Présidentielle transparente pour donner la parole et le choix au peuple

Mercredi 31 décembre dernier, le Chef de l'Etat, le Président Faure GNASSINGBE a livré à ses compatriotes, le traditionnel message de fin d'année. Pendant un quart d'heure, le Président de la République a parcouru les défis qui s'impose à tous, sans distinction d'obédience politique et est revenu sur des acquis à capitaliser forcément avant biensûr d'apporter l'une des plus importantes contribution au règlement définitif de la question des réformes institutionnelles et constitutionnelles, débat encore en cours devant l'hémicycle. Retour sur un discours qui a mis la majorité des togolais d'accord notamment sur les préoccupations majeures. Des grandes décisions annoncées parmi lesquelles la Mise en place d'une Commission de Réflexion sur les Réformes, la Poursuite des efforts contre l'exclusion financière, un Accent particulier sur la réorganisation de l'Informel ; les Jeunes et les Agriculteurs comme cibles importantes net la garantie d'une Présidentielle transparente pour donner la parole et le choix au peuple. Retour sur un discours novateurs qui n'a pas fait une grande place à un bilan de fin de mandat hautement satisfaisant, mais qui s'attache aux préoccupations de l'heure. Voici pour vous l'intégralité du discours prononcé le 31 décembre en guise de vœux par le Président Faure GNASSINGBE à son peuple.

Togolaises, Togoais

Mes chers compatriotes,

Quelques heures seulement nous séparent de l'année 2015. C'est avec un cœur plein de reconnaissance que nous nous tournons vers le Dieu Tout Puissant, pour les douze mois qui viennent de s'écouler et pour la grâce qui nous est accordée, de franchir le seuil d'une année nouvelle.

Je m'adresse à vous en cette occasion solennelle, pour présenter à chacune et à chacun, mes vœux les plus sincères de santé, de bonheur et de prospérité, pour la nouvelle année.

Je souhaite ardemment que la paix règne dans les cœurs et que l'esprit de concorde se consolide, à tous les niveaux, pour le bien de notre pays le Togo.

Mes vœux s'adressent à toutes les Togolaises et à tous les Togoais, sans exclusive, y compris ceux qui vivent hors de nos frontières.

Naturellement, je forme des voeux tout particuliers pour nos valeureux militaires que le devoir garde éloignés de la mère patrie. Je souhaite que l'écho de ces vœux résonne jusqu'à eux et qu'ils trouvent à travers ma voix, l'expression de notre reconnaissance collective pour tous les sacrifices qu'ils consentent au service de la nation et pour leur engagement en faveur de la sécurité et la paix sur notre continent et dans le monde.

J'adresse aussi mes vœux les plus chaleureux à nos frères et sœurs des pays amis qui résident en terre togolaise et partagent quotidiennement nos joies et nos peines.

A tous ceux qui ont été éprouvés par la maladie, qui connaissent la solitude et le dénuement, je forme le vif souhait que l'année 2015 leur apporte un peu plus de chaleur humaine et de réconfort.

C'est mon souhait le plus ardent que les jours et les mois à venir nous procurent de nouvelles occasions, de vivre avec plénitude,



la communauté de destin qui nous lie depuis des décennies.

Togolaises, Togoais

Mes chers compatriotes,

L'année qui s'achève, nous a confortés une fois de plus dans la certitude, qu'il nous appartient de construire l'avenir, de hisser continuellement notre cher pays le Togo vers la cime du progrès et de la modernité.

Après le chemin que nous avons parcouru ensemble ces dernières années grâce à Dieu, avec la part des défis majeurs que nous avons relevés, je souhaite que chaque Togolaise et chaque Togoais, quelle que soit son appartenance politique prenne, au seuil de cette nouvelle année la juste mesure des enjeux auxquels notre pays est aujourd'hui confronté.

L'heure est venue de nous ressouder autour des valeurs essentielles qui nous guident depuis toujours : la paix, la cohésion nationale le progrès économique et social, la modernité pour le Togo.

Si nous parvenons au cours de l'année qui vient, à être à la hauteur de ces exigences fondamentales ; si nous parvenons à en faire le fil conducteur de toutes nos actions, alors nous aurons réussi à nous frayer un chemin plus prometteur vers ce que nous recherchons tous : un Togo où il fait mieux vivre pour tous les citoyens.

Pour y parvenir, encore faut-il que nous ne perdions pas de vue l'essentiel. Encore faut-il

que nous sachions faire preuve de discernement, dans le tumulte ambiant.

Nous sommes témoins chaque jour des crises identitaires qui traversent les sociétés contemporaines et qui les conduisent à rechercher leur voie, parfois au prix de heurts et de soubresauts ruineux. Dans ce contexte agité où chaque nation cherche des repères, il nous appartient de faire preuve de réalisme et d'inventivité, en tenant compte de notre parcours, des étapes que nous avons su franchir et surtout des défis qu'il nous reste à relever.

Tout l'enjeu, mes chers compatriotes est de ne pas nous éloigner, à aucun moment, de ce qui compte réellement pour nous-mêmes et pour le Togo de demain. C'est notre commune responsabilité d'éviter les faux raccourcis, les chemins de traverse qui peuvent retarder et différer l'avancée du Togo vers les grands desseins qu'ils s'est fixés.

A l'heure du bilan, chaque Togolaise et chaque Togoais a la responsabilité devant l'histoire, de faire la part des choses, de mesurer en toute conscience, la portée de nos acquis pour que nous puissions dessiner ensemble les contours de l'avenir, dans l'harmonie.

Ce que nous avons pu faire ensemble ces dernières années dans le domaine économique et social, mérite que nous en prenions le plus grand soin, que nous en tenions compte dans la construction de l'avenir.

C'est ma conviction profonde qu'il n'est dans l'intérêt d'aucun Togolais, de renouer avec les errements que nous avons mis tant d'années et tant d'énergie à combattre.

Pour autant, nos choix ne doivent pas nous conduire à faire le lit de l'immobilisme. Notre quête de progrès doit nous inciter à être attentif au monde qui bouge autour de nous. À être ouvert aux débats, aux idées nouvelles, pourvu que celles-ci soient constructives et surtout guidées par la recherche du bien commun.

Je constate à cet égard que le débat sur les réformes politiques a pris ces derniers mois une vive tonalité dans la classe politique. Dans la foulée, le projet de réforme constitutionnelle introduit en juin 2014 n'a pas recueilli l'adhésion de la Représentation nationale.

Je note également, que la proposition de réforme initiée récemment par certains partis, est en cours d'examen.

Quelle que soit l'issue qui lui sera réservée, il me paraît dès à présent fondamental de dépasser les contingences immédiates pour ouvrir un vaste champ de réformes politiques en profondeur, dans le but de consolider notre ancrage démocratique et le processus de réconciliation nationale.

A cet effet, et conformément à la huitième recommandation du Rapport de la Commission Vérité Justice et Réconciliation qui souligne la nécessité de régler la question des réformes institutionnelles dans le cadre

d'une réflexion approfondie sur l'adaptation du modèle en vigueur dans notre pays à nos réalités sociologiques, une commission de réflexion sur les réformes politiques sera mise en place. Cette commission sera composée d'historiens, de personnalités politiques, de juristes, de sociologues et de représentants de la société civile.

Sa mission consistera à proposer dans les meilleurs délais et conformément à l'approche préconisée par la CVJR, un texte de réforme politique, de réforme institutionnelle et constitutionnelle qui tient compte de notre histoire, reflète nos réalités et répond aux aspirations les plus profondes des Togolaises et des Togolais.

Je souhaite vivement que cette initiative contribue à nourrir le débat et à restaurer davantage de sérénité dans ce débat politique.

C'est dans notre intérêt à tous que l'année nouvelle qui commence nous ouvre véritablement un nouvel horizon de cohésion et de fraternité, grâce auquel nous serons en mesure de créer un front commun plus soudé, face aux défis pressants qui nous attendent.

Togolaises, Togolais

Mes chers compatriotes,

Qu'il me soit permis, au regard des nombreux défis qui se dressent à l'horizon, d'évoquer quelques-uns des domaines, parmi tant d'autres, où nous devons intensifier nos actions. Ces domaines méritent toute notre attention, car les progrès que nous y avons enregistrés, ont une forte valeur de symbole. Dans ce monde où rien n'est donné, dans ce monde où, pour chaque communauté humaine, tout acquis durable est la contrepartie des efforts collectifs, la nation togolaise a aujourd'hui le privilège de poursuivre son épopée vers le développement économique et social dans un climat de stabilité.

Ce climat de stabilité s'est considérablement affermi. Comme vous le savez et face aux menaces et aux risques qui chaque jour surgissent dans le monde mais aussi dans notre région, j'ai pris la décision il y a un an de refonder notre système de défense et de sécurité pour garantir la stabilité indispensable au développement de notre cher pays, le Togo. L'organisation territoriale en deux régions

militaires, de gendarmerie et de police nationale assure désormais une cohérence profonde de l'ensemble de nos forces de défense et de sécurité.

Elle permet un maillage efficace de notre territoire national pour répondre à toute intention malveillante, mais nous donne aussi une plus grande capacité d'intervenir aux côtés de nos amis et alliés.

En allant au plus près de nos populations, tous ceux qui sont en charge de sa sécurité font chaque jour la preuve de leur engagement et de leur détermination à être à son service, sans aucune autre considération que celle d'œuvrer au bien commun.

Aussi sommes-nous déterminés à poursuivre au cours de l'année nouvelle, les efforts pour donner à notre défense les moyens nécessaires pour assurer sécurité et stabilité à notre communauté nationale, dans un environnement de plus en plus marqué par les incertitudes et des défis multiformes.

Togolaises et Togolais

Mes chers compatriotes,

Nous devons progresser et nous progressons année après année, parce que nous avons choisi de combattre l'immobilisme dans tous les domaines.

Nous progressons, parce que nous avons résolu de chasser la précarité dans ses plus petits recoins.

Nos actions se fondent sur la conviction profonde qu'il est de notre responsabilité de rendre possible un Togo meilleur.

Un Togo dans lequel, les plus vulnérables et les plus démunis se sentiront de plus en plus soutenus et épaulés, dans leur quête légitime d'une existence plus décente et d'un meilleur avenir.

En janvier 2014, nous lançons avec beaucoup d'espoir, le Fonds national de la finance inclusive. Dieu merci, nos attentes n'ont pas été déçues.

En effet, sept mois seulement après sa mise en œuvre, le premier produit du FNFI baptisé « Accès des pauvres aux services financiers » a permis de toucher plus de 300,000 personnes sur l'ensemble des préfectures que compte notre pays. L'adhésion de nos populations à ce programme est très encourageante.

Pour l'année 2015, le FNFI et les prestataires de services financiers franchiront un nouveau cap, avec la mise sur le marché de deux nouveaux

produits. Ces nouveaux produits permettront de prendre en compte les besoins spécifiques de deux cibles majeures de la politique d'inclusion financière du Gouvernement.

Il s'agit des agriculteurs et des jeunes.

Confinés dans les milieux ruraux défavorisés, les agriculteurs ont besoin que la finance inclusive s'adapte à leurs besoins particuliers.

Au cours de la nouvelle année, nous serons donc particulièrement attentifs à leur situation, en leur proposant, des produits innovants, leur donnant la possibilité de sortir de l'extrême précarité, en initiant des activités plus rémunératrices.

Pour ce qui concerne les jeunes, bien souvent, ils ont appris un métier mais peinent, faute de moyens financiers, à lancer une activité génératrice de revenus.

Le FNFI mettra à leur disposition un nouveau produit adapté à leurs besoins. Cette nouvelle offre leur permettra au terme de leurs formations, d'accéder aux microcrédits, pour prendre pied dans le monde du travail, en démarrant une première activité concrète, génératrice de revenus.

Nous continuerons à mettre un accent tout particulier sur la lutte contre la précarité, en poursuivant également et avec la même détermination, la réorganisation du secteur informel. Nous allons intensifier les actions engagées pour valoriser davantage l'apport de ces nombreux de corps de métiers qui ne sont pas suffisamment pris en compte par le circuit formel de production nationale. Leur contribution à la création des richesses nationales sera davantage prise en compte et mise en valeur dans l'intérêt même de notre économie.

Togolaises, Togolais,

Mes chers compatriotes,

Saison après saison, année après année, nous mesurons par nous-mêmes, à quel point il nous est possible de repousser les frontières de l'exclusion économique et sociale.

Cette dynamique sera maintenue et approfondie, grâce à des efforts assidus et à la préservation de la cohésion nationale.

Au jour le jour, nous nous rendons compte à quel point le rêve d'une nation togolaise accomplie peut prendre progressivement corps, si nous ne perdons pas de vue les

priorités de l'heure.

Alors que la maladie à virus Ebola continue de faire des ravages, nous devons rendre grâce à Dieu que les efforts de sensibilisation déployés dès l'apparition de l'épidémie aient permis de préserver notre pays.

La sensibilisation doit cependant se poursuivre avec une intensité accrue afin que la vigilance des populations ne faiblisse pas.

Chaque citoyenne et chaque citoyen doit continuer à s'approprier les consignes de prévention données par les services de santé.

Je réitère donc, au seuil de cette nouvelle année, mes souhaits de bonne santé à chacune et chacun d'entre vous, non pas comme un simple vœu, mais comme un véritable appel à une vigilance de tous les instants.

Togolaises Togolais,

Mes chers compatriotes,

Un rendez-vous important nous attend en 2015. Il s'agit de l'élection présidentielle. C'est une échéance cruciale.

Son succès dans la paix, la transparence et l'équité contribuera à affermir l'irréversibilité de notre choix en faveur de la démocratie et du pluralisme. Il revient dès à présent, à tous les acteurs politiques de faire preuve de retenue, de responsabilité et de dignité. Le succès attendu doit être au rendez-vous et, le moment venu, célébré comme une victoire du peuple togolais et de sa démocratie.

Pour ma part, je me porte garant de la bonne tenue du scrutin. L'Etat se montrera inflexible à tous les niveaux, face à toute tentative visant à remettre en cause la paix et la stabilité dont jouissent les Togolais.

Je vous invite tous à prendre activement part à toutes les étapes du processus électoral.

Avec l'élection qui vient, c'est la parole qui est donnée aux citoyens.

Vivement qu'ils s'expriment massivement à cette occasion et que, par leur choix souverain, ils indiquent la voie à suivre, sur tout ce qui engage l'avenir de notre jeune nation.

Sur ce, je vous souhaite à toutes et à tous une bonne et heureuse 2015. Bonne fête dans vos foyers respectifs et que Dieu bénisse notre cher pays le Togo.

Une personnalité qui fait l'unanimité pour achever le processus de réconciliation

AWA NANA DABOUYA NOMMEE MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE ET PRESIDENTE DU HCRRUN



Depuis la remise officielle du rapport de la Commission Vérité Justice et Réconciliation (CVJR) au Chef de l'Etat, le gouvernement a entrepris la mise en œuvre des recommandations contenues dans ledit rapport. Avec la nomination de Awa Nana Dabouya comme Médiateur de la République et présidente du Haut-Commissariat à la Réconciliation et au Renforcement de l'Unité Nationale (HCRRUN), il vient de franchir la dernière étape d'un processus douloureux mais nécessaire pour ressouder le tissu social togolais.

Le choix de la personne d'Awa Nana pour finaliser le

processus de réconciliation fait l'unanimité au sein de l'opinion et de la classe politique. Anciennement Présidente de la Cour de Justice de la CEDEAO (Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest), son institution a, plus d'une fois, rendu des décisions condamnant l'Etat togolais. Ce qui, à l'époque, avait satisfait plus d'un homme politique qui ont salué l'indépendance et la hauteur de Mme Awa Nana qui présidait la Cour.

Diplômée en droit de l'université du Cameroun, Mme Dabouya a poursuivi ses études en France à l'Ecole de la magistrature, puis au Canada et enfin à l'Institut des droits humains de Strasbourg. Awa Nana Dabouya a débuté sa carrière au Togo en tant que magistrat, juge à la Cour d'appel et juge à la Cour suprême.

En tant que Médiateur de la République, elle devra apporter son arbitrage sur des questions essentielles qui touchent à la nation. A la tête du HCRRUN, elle aura la lourde tâche de contribuer à l'instauration d'un climat social et politique apaisé nécessaire à la réconciliation et de lancer le dispositif d'indemnisation, tout ceci selon les recommandations de la Commission vérité, justice et réconciliation.

Avant la nomination de Mme Dabouya, le gouvernement togolais a adopté le 03 avril 2014, le projet de « Livre Blanc », selon la recommandation 55 de la CVJR.

Paul KATASSOLI

Le HCDH confiant dans le processus de réconciliation au Togo

Mme IGE OLATOKOUNBO SALUE LA NOMINATION DE AWA NANA AU HCRRUN

Suite à la nomination de Mme Awa Nana au poste de Présidente du Haut-Commissariat à la Réconciliation et au Renforcement de l'Unité Nationale (HCRRUN), le Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme (HCDH) se dit confiant et promet son soutien au processus de réconciliation au Togo.

Dans un communiqué, le Représentant du HCDH au Togo, Mme Olatokounbolgé, a salué la nomination d'Awa Nana Dabouya au poste de médiateur de la République et de Présidente du Haut-Commissariat à la réconciliation et au renforcement de l'Unité nationale (HCRRUN). « Le HCDH-Togo renouvelle son engagement à accompagner cette commission et en appelle aux autres partenaires techniques et financiers pour l'aider à mener à bien sa mission », a-t-elle indiquée.

Le HCRRUN est chargé de contribuer à l'instauration d'un climat social et politique apaisé nécessaire à la réconciliation. Il devra assurer l'indemnisation des victimes des violences politiques au Togo de 1958



à 2005 reconnues comme telles par la Commission Vérité, Justice et Réconciliation. Avant le Haut-Commissariat, des gestes forts et symboliques ont été posés, tels que les excuses publiques du Chef de l'Etat, Faure Essozimna Gnassingbé le 29 mai 2009, lors de l'installation de la CVJR.

Pablo ZOUBE

Maintien de la relance économique, accroissement des dépenses de personnels et d'investissement

LE BUDGET 2015 EQUILIBRE A 806.193.192.000 FCFA



Les députés à l'Assemblée nationale ont adopté le mardi 30 décembre 2014, au terme de la deuxième session ordinaire de l'année, le budget de l'Etat, exercice 2015. Le projet est équilibré en recettes et en dépenses à 806.193.192.000 Fcfa. C'est un budget en hausse aussi bien au niveau des ressources que des dépenses qui connaissent un accroissement de 11,5% par rapport au budget révisé de 2014. Ce budget entend poursuivre les objectifs affichés par le



gouvernement dans le document de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi (SCAPE). Il contient, dans ce sens, des mesures nouvelles qui permettront de mieux lutter contre la pauvreté, d'améliorer les recettes publiques, de relancer l'économie par l'investissement dans les secteurs porteurs de croissance et enfin d'améliorer les conditions de vie des populations. Pour ce faire, les dépenses d'investissement connaissent une hausse de 7,2% par rapport à 2014 en

raison de l'augmentation des investissements dans le domaine des infrastructures routières financées sur ressources internes. Elles s'élèvent à 247,6 milliards de FCFA. Les dépenses de personnel s'élèvent quant à elle à 162,9 milliards de FCFA, soit une hausse de 13,3% par rapport à l'année 2014 due, entre autres, à la conversion en points d'indice des indemnités forfaitaires des 20.000 et 30.000 FCFA, au déplafonnement de la grille indiciaire, etc. Autre hausse dans le budget 2015, les prévisions de recettes et de dépenses au titre des comptes spéciaux du Trésor s'élèvent à 2,5 milliards de FCFA en 2015 contre 2,3 milliards en 2014, soit une hausse de 8,7%. Les ressources provenant de l'extérieur seront, quant à elles, constituées par des dons, des appuis budgétaires et des emprunts. Le Togo ambitionne d'atteindre un taux de croissance de 6,2% en 2017 et le gouvernement s'y attelle en arimant les efforts d'assainissement des finances publiques au maintien de l'essor de l'économique.

Paul KATASSOLI

Noël solidaire 2014

L'ETAPE DE LA PREFECTURE DES LACS A MIS FIN A L'OPERATION



Certains parents pour des raisons économiques ne parviennent pas à offrir des cadeaux ou jouets de Noël à leurs enfants. Pour que les enfants issus de ces ménages vulnérables et ceux vivant dans les structures d'accueil ne se sentent pas exclus pendant les fêtes des fin d'année, le Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation à travers l'Agence de Solidarité Nationale a mis en place un projet dénommé « Noël solidaire aux orphelins et

aux enfants démunis ». Lancée officiellement le 20 décembre dernier à la Blue Zone de Lomé par la ministre EKOUE DEDE, l'édition 2014 de ce projet a pris fin hier. ». Après avoir traversée toutes les préfectures du pays, la délégation de l'opération « Noël Solidaire » a terminé la tournée par la préfecture des Lacs hier. A entendre la Directrice de l'Agence de Solidarité Nationale, le bilan de l'opération est positif. Près de 5200 enfants vulnérables sur le plan national ont effectivement fêté grâce à cette opération. Selon elle, la population a largement salué cette démarche du gouvernement qui vise à apporter la joie aux enfants. Les bénéficiaires quant à eux ont été satisfaits des cadeaux qu'ils ont reçus. Il faut rappeler que plusieurs institutions et structures ont contribué à la réussite de ce projet. Il s'agit notamment de l'Ambassade de Chine et la communauté de Chine au Togo, le Port Autonome de Lomé, la société Shell-Togo et l'opération Enfant-noël-Togo.

L. K

Développement du Leadership Professionnel des Femmes Togolaises

LANCEMENT D'UN PROGRAMME DE VALORISATION DU POTENTIEL FEMININ

Selon une étude récente d'Afrobarometre, au Togo, 87% des personnes interrogées, sur la question d'Equité et d'Egalité de genre, estiment que les femmes peuvent tout comme les hommes occuper des postes de responsabilité. Mais sur le terrain, la réalité est encore différente. Pour renverser la tendance, le ministère de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation a lancé, en début de ce mois, le Programme National de Promotion et de Développement du Leadership Professionnel des Femmes Togolaises. La cérémonie officielle de lancement a été présidée par Mme Dédé Ahouéfa EKOUE, Ministre de l'Action Sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation, en

présence des membres du gouvernement , du Représentant Résident de la Banque Africaine de Développement (BAD), Mr Serge N'GUESSAN, de la Représentante Résidente du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Mme Khardiata LO N'DIAYE , des autorités administratives, politiques, diplomatiques et religieuses. 200 femmes cadres de l'administration publique et privé ont également pris part à cette cérémonie. Ce lancement s'est fait à l'occasion du Forum National sur le Leadership Professionnel des Femmes Togolaises. Un forum qui a permis aux participants de réfléchir sur les stratégies utilisées par les institutions pour capitaliser sur le

potentiel des femmes. Le Programme National de Promotion et de Développement de Leadership Professionnel des Femmes Togolaises, s'inscrit dans la droite ligne des recommandations de la stratégie de croissance Accélérée et de promotion de l'emploi (SCAPE), qui soutient la valorisation du potentiel professionnel de la femme et de la politique Nationale d'Equité et d'Egalité de Genre (PNEEG). Durant les deux jours de travaux le leader professionnel des femmes togolaises, les dirigeants d'entreprise et d'administration publique se sont appropriés des stratégies pour améliorer les performances des sociétés à travers la promotion professionnelles des femmes.

Clément P. (Stagiaire)

Soutien aux enfants vulnérables en période des fêtes de fin d'année

LA MINISTRE EKOUE DEDE EFFECTUE UNE TOURNEE A LOME LE JOUR DE NOEL



Le 25 Décembre dernier, jour de la célébration de la naissance de Jésus, la Ministre de l'Action Sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation, Ahoeфа EKOUE-DEDE a fait une tournée à Lomé pour visiter les enfants qui vivent des situations difficiles. Elle s'est donc rendue au Centre Hospitalier Universitaire Sylvanus Olympio pour assister les enfants malades. Ensuite, la ministre et sa délégation ont visité les enfants victimes de maltraitance et en transit au Centre d'Orientation et de Prise en Charge des Enfants en Situation Difficile (COPESDI). Elle a clôturé sa tournée par la brigade pour mineurs où elle a remonté le moral et prodigué d'utiles conseils aux enfants en conflits avec la loi. Pour la ministre Ekoue Dede, cette tournée s'inscrit dans le cadre de l'opération « Noël solidaire » qui vise à permettre aux enfants vulnérables de se réjouir tout comme les autres

enfants pendant les fêtes de fin d'année. Dans cette optique, tous les enfants visités par la ministre ont reçu des jouets. « Nous sommes venu ici leur apporter la joie au nom du Chef de l'Etat en cette période de fête, une joie qui se traduit d'abord par la présence à leurs côtés pour leur témoigner qu'ils sont précieux pour notre nation. Une joie qui se traduit aussi par le fait qu'on leur donne des jouets et un repas spécial », a-t-elle expliqué. A la brigade pour mineurs, les détenus ont reçu des jeux collectifs au lieu des jouets. Selon le psychologue qui a recommandé ces jeux, les enfants détenus étant pour la plus part violents, les jeux collectifs leurs permettent de se contenir et de se maîtriser. Ils travaillent aussi leur intellect et leur permettent de cultiver une vie en société.

Londonou KAWANA



Performance d'une Diplomatie nouvelle et active STEVE BODJONA COLLECTE 200 MILLIONS DE F CFA DE DONS AU JAPON POUR DES REMISES AU TOGO



Le renouveau diplomatique impulsé par le Président Faure sous la coordination du ministre Robert Dussey, porte des fruits ces dernières années. Réorientée vers le développement à travers ses différents secteurs, la diplomatie se déploie avec efficacité au-delà des sphères traditionnelles pour apporter sa part de contribution au développement du Togo. Plusieurs mission de prospection et d'échanges sur les opportunités d'affaires entre le Togo et plusieurs autres pays ces dernières

années, la diplomatie togolaise s'est beaucoup illustrée par des accords de partenariats notamment sur le plan sanitaire avec des pays comme Cuba et le Japon. Du côté de l'Empire du Soleil Levant, un jeune diplomate s'est particulièrement battu pour mobiliser des dons et matériels afin d'équiper les structures hospitalières et éducatives locales. Lors de son séjour à Lomé, Steve BODJONA, le chargé d'affaires du Togo au Japon, puisque c'est de lui qu'il s'agit, a procédé, le 31 décembre 2014, à la remise de divers matériels de santé aux hopitaux d'Aného, d'Aklakou, de Sotouboua, au centre de dialyse du CHU Sylvanus Olympio (pour une seconde fois), à l'ONG AIMES-AFRIQUE ainsi qu'au Ministère de la Santé pour une valeur total de plus de 200.000. 000 de francs FCFA. Il s'agit essentiellement des Lits et matelas, des instruments de petite chirurgie, des de Gants médicaux, d'un microscope opératoire pour ophtalmologie et d'appareils de dialyse

Le don à été le fruit de négociation auprès de divers partenaires japonais intervenant dans le domaine de la santé. Outre ces remises de don, le diplomate togolais, connu et adulé pour ses prouesses littéraires, a rencontré ses lecteurs au cours d'une soirée de présentation d'ouvrage et de dédicace, soirée mémorable qui a connu la participation du ghotta de la littérature togolaise et d'un grand nombre de fans du poète écrivain Steve BODJONA. Germain POULI

Musique « MES PAROLES », LE SECOND ALBUM D'OLIBIG EST SUR LE MARCHE

Après près de 4ans de préparation, le 2e album d'OLIBIG, l'un des artistes en vogue, a vu le jour le 28 décembre dernier. Le lancement officiel s'est déroulé au King Beach village, un espace aménagé par le roi de la musique King Mensah à la plage en face de l'Hôtel de la paix. Plusieurs artistes, promoteurs culturels, hommes des médias et fans ont fait nombreux le déplacement pour accueillir ce nouvel opus qui vient enrichir la discographie togolaise. « Mes paroles » est une galette sonore de 14 titres aussi accrocheurs les uns comme les autres. Parmi ses chansons, figures des singles qui connaissent déjà du succès notamment « M'ledji », « ECM » chanté avec la collaboration de KaporalWisdom, « Nedemgna », «Julie », un remix d'une chanson de feu AlognonDégbévi. Après la sortie de son premier album « conscience », il confirme sa maturité et sans présence dans le cercle restreint des artistes de renoms au Togo avec ce second opus produit par la maison «



Café Star Prod» dirigée par DG DONGO. De son vrai nom AZIADAPOU Ayitévi Olivier, OLIBIG se lance dès son jeune âge dans la musique avec son premier single « praise the Lord » qui lui a valu une nomination au festival Africa Rap en 2005. Il va aussi décrocher par la suite le trophée du meilleur clip vidéo avec son titre

éponyme « Olibig » au Togo Hip Hop Awards. Avec l'expérience qu'il a accumulé dans le domaine musical, « mes paroles » se révèle être un album très riche en messages et en sons. C'est donc un produit à consommer sans modération. Londou KAWANA



Développement participatif LE PDC-ZU FAIT DE NOUVEAUX BENEFICIAIRES A LOME



Madame le Ministre du développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes, Victoire Tomegah-Dogbé, a procédé, le 23 décembre 2014, à la remise d'équipements aux communautés dans le cadre du Programme de Développement Communautaire en Zones Urbaines (PDC-ZU) Lomé, à la Blue Zone. Cette remise d'équipement vient sanctionner une formation à la culture entrepreneuriale, du 12 au 13 décembre, à laquelle ont pris part 580 jeunes et leaders impliqués dans la mise en œuvre de leur plan d'action. Estimé à environ 20 millions de francs Cfa, ce matériel est composé de kits de coutures de coiffures destinés à une vingtaine de jeunes démunis des quartiers PDC-ZU Lomé, de 15 tricycles acquis pour 13 comités de développement de quartiers pour gérer les ordures ménagères et de jeux de maillots. En amont, la ministre Dogbé a visité, du 07 octobre au 09 décembre, 24 quartiers et rencontré des jeunes de 10 quartiers du PDC-ZU à Lomé. Au cours de ces rencontres, les jeunes et les communautés ont exprimé différents besoins qui vont de la formation aux équipements. « Nos échanges ont révélé l'importance et le besoin de faire une activité particulière avec les jeunes notamment comment aider les jeunes à acquérir la culture entrepreneuriale, comment aider les jeunes à créer, à entreprendre, à

démarrer leurs propres activités. Nous avons lancé une série de formations qui a touché 580 jeunes ici à la zone bleue », a expliqué Mme Dogbé. « Ce qui est ressorti de nos échanges avec les jeunes et surtout aussi avec l'ensemble des communautés c'est le besoin en équipement pour la gestion des ordures. Nous avons également répondu à ces besoins en mettant à la disposition de ces communautés des tricycles qui pourront permettre de gérer les ordures. Il y d'autres besoins qui sont ressortis notamment l'équipement des jeunes artisans, des coiffeuses, des couturières ... et il y en qui ont demandé des équipements sportifs », a-t-elle ajouté. Pour Mme Victoire Dogbé, ce qui fait la particularité du PDC-ZU, c'est son caractère participatif. « Ce qui est important c'est cette relation de confiance que nous essayons d'instaurer entre nous et les jeunes mais également cette démarche qui voudrait que l'on puisse soi-même identifier ses besoins et faire partie de la recherche des moyens pour répondre à ses besoins », a-t-elle rajouté. Le PDC-ZU qui touche une cinquantaine de quartiers est exécuté à Lomé, Kara et Dapaong par l'Agence Nationale d'Appui au Développement à la Base (ANADEB), structure opérationnelle chargée de mettre en œuvre la Politique Nationale de Développement à la Base. Paul KATASSOLI

AVIS DE DISPARITION

Il est recherché dans l'intérêt de la famille ALOGNEDJI, le nommé ALOGNEDJI Kokouvi Tossénou, né le 27 décembre 1976 à Gboto Assigamé. L'intéressé a disparu et n'a plus donné signe de vie à sa famille depuis très longtemps. Description physique : Taille : 1m71 Teint : Noir Visage : Ovale Signe particulier : Calvitie frontale Prière à ceux qui vont le retrouver ou auront de ses



nouvelles de contacter Monsieur Kpodénou sur le numéro Suivant : 90 39 22 85. Contre une forte récompense.

Commémoration et Souvenir

LES 10 ANS DE DISPARITION DE PAPA AMOUZOU JEAN KADJA
CELEBRES DANS LE RECUEILLEMENT ET LA REJOUISSANCE



Du 19 au 21 décembre 2014, la famille AMOUZOU entourée des familles parentes et alliées ainsi que de nombreux amis, a célébré les 10 ans de disparition de leur cher et regretté Papa, AMOUZOU Jean Kadja. Véritable occasion de grandes retrouvailles, cette commémoration s'est déroulée à Lassa Haut, à Kétao et à Kara, des terres qui ont vu naître et vivre l'illustre disparu et sa famille. Des offices religieux, des danses traditionnelles, des réceptions et concerts musicaux et de chants chorale ont marqué cet évènement qui a connu la participation de plusieurs personnalités et délégations venues du Togo et d'ailleurs. Elles étaient là

pour accompagner la famille en ces moments de recueillement, de partage et de réjouissance, mais également pour témoigner leur sympathie à M. Constantin AMOUZOU , PDG du Groupe CECO, l'un des dignes héritiers de l'illustres disparu. C'est une famille unie et largement soutenue qui a rendu un ultime hommage à cet homme d'exception qui a su apporter la plus grande richesse à sa progéniture à savoir l'éducation, l'amour du travail et de l'autre.

QUI ETAIT PAPA AMOUZOU JEAN KADJA ?
Affectueusement appelé « Django » par ses enfants, feu Papa AMOUZOU Jean Kadja est né en 1939 à Lassa



Haut Gnakoudè de AMOUZOU Kaman Kouli et de POUDIMA Donga. Reconnu pour sa bravoure, Papa AMOUZOU, a passé les premières années de sa vie dans son village natal avant de partir à Kpalimé où l'adolescent qu'il est devenu s'initie à l'apprentissage de la mécanique auto. Doté d'une solide formation, il regagne Sokodé pour être engagé au service des Travaux Publics (TP). Sa carrière le conduira également à Pagouda puis à Kara où il résidera jusqu'à la fin de sa vie en 2004.

Père de 18 enfants dont 17 encore en vie, « Django » est le grand père de 48 petits enfants et l'arrière grand père de 6 arrière petits fils. A sa progéniture, il a appris l'amour du prochain et l'abnégation au travail. Ses enfants et proches retiennent de lui ce conseil qu'il aimait à répéter : « Ne t'attends qu'à toi seul car il n'y a ni meilleur ami, ni meilleur parent que soi même. » Altruiste reconnu, Papa AMOUZOU aimait donner du bonheur et de la joie de vivre aux autres. Ce qui l'a d'ailleurs poussé à baptiser deux de ses centres commerciaux « Bar La Gaïté No1 » et « Bar La Gaïté No 2 »

Très attaché à sa famille, il tenait donc particulièrement à veiller à son bien-être et à en assurer son éducation. Comme pour justifier cette sorte de zèle et d'obstination dans les soins qu'il apportait à ses



enfants, Papa Jean affirmait que celui qui prend soin de son enfant connaîtra la paix divine même après sa mort. Parmi sa progéniture qui témoigne encore 10 ans après, figurent plusieurs cadres parmi lesquels le PDG du Groupe CECO, un

exemple de réussite au Togo qui a fait siennes les nombreuses et grandes valeurs à lui inculquées par son feu Papa, le regretté AMOUZOU Jean Kadja.

La Rédaction

Célébration de la naissance du Prophète Mahomet

LA COMMUNAUTE GUINEENNE AU TOGO PRIE POUR LA PAIX



Les musulmans ont célébré le 3 janvier dernier la naissance du Prophète Mahomet. Dans le cadre de cette célébration, la communauté guinéenne au Togo a organisé une prière nationale qui s'est déroulée à la mosquée Ridwan de Nukafu à Lomé. L'objectif de cette prière est d'implorer la grâce d'Allah pour qu'il pérennise le climat de paix au Togo. Le président de l'Union Musulmane du Togo et plusieurs communautés de l'Afrique de

l'ouest au Togo ont assisté à cette prière. La prière a aussi pris en compte la maladie à Virus EBOLA. La communauté Guinéenne au Togo a demandé à Allah de préserver le Togo de cette maladie et émis le vœu qu'elle soit extirpée définitivement des pays où elle sévit toujours. « Nous avons organisé cette prière pour montrer à la communauté togolaise et à la communauté internationale que l'Islam que nous prôtons est une religion de paix, de

cohésion et de miséricorde. Secundo, pour prier pour que la paix règne dans notre pays d'accueil le Togo et que les échéances qui arrivent dans notre pays se passent dans la paix, dans la sincérité et dans la quiétude», a expliqué El Hadj Hamadou Ourhi Bah, Président de la Communauté Guinéenne au Togo. Dans cette optique, les participants ont été sensibilisés sur l'observance des règles d'hygiènes dont le lavage des mains pour



réduire les risques de contamination de la maladie.

Parlant des groupes terroristes qui menacent le monde au nom de la religion musulmane, la communauté Guinéenne martèle que la violence n'a pas de religion. Selon eux, toutes les religions monothéistes appellent à l'amour et à l'entraide. L'Islam fait donc la promotion de la paix entre les religions. « Dans toute son existence, le Prophète Mahomet n'a prôné que la paix avec toutes les religions. Il avait même signé des pactes de non-agression avec des Juifs et des autres chrétiens. Si au 21e siècle quelqu'un nous dit qu'il fait le Jihad contre une autre religion au nom de l'Islam, il le fait à des fins personnels », a-t-il conclu.

Hubert LENOIR